
Document 5 de l'Assemblée des membres : Plan de travail 2026 et note de présentation

I. Contexte du Plan de travail et du budget 2026

Le Plan de travail et le budget 2026 marquent la première mise en application opérationnelle du Plan stratégique de l'IITA pour la période 2026-2030, et convertissent sa vision à long terme en une trajectoire de mise en œuvre ciblée et axée sur les résultats. Élaboré conformément au Cadre de résultats du Plan stratégique, le présent Plan de travail découle directement des **consultations approfondies menées auprès des membres, des partenaires et des utilisateurs des données de l'IITA**, y compris le processus de planification stratégique 2025, les discussions des groupes de travail, et les commentaires recueillis dans le cadre d'échanges à l'échelle mondiale et nationale. Il reflète **l'évolution des besoins des gouvernements des pays partenaires, des réseaux locaux de la société civile, des donateurs et des organisations multilatérales** qui s'appuient de plus en plus sur l'IITA en tant que bien public mondial pour la transparence, la coordination et la responsabilité de l'aide.

Ce Plan de travail doit permettre l'obtention de deux résultats principaux :

- **Une utilisation renforcée et durable des données de l'IITA par les systèmes nationaux et les acteurs locaux** pour la planification, la budgétisation et la prise de décisions
- **Un écosystème mondial de la transparence plus inclusif, plus responsable et plus efficace**, dans lequel les données de l'IITA sont intégrées dans les dialogues politiques clés, les plateformes opérationnelles et les mécanismes de coordination interorganisations

Le Plan de travail pour 2026 s'articule autour de **quatre domaines d'action stratégiques**, chacun ancré dans le Cadre de résultats, et comprend un volet consacré aux performances essentielles sur le plan institutionnel et en matière de gouvernance. Ensemble, ces piliers visent à accroître l'impact de l'IITA, à renforcer l'appropriation locale et à mettre en place des systèmes de données résilients et axés sur les utilisateurs.

Le budget total proposé pour 2026 s'élève à **3 420 811 USD. Ce montant comprend 3 085 331 USD de fonds de base et tient compte de la réduction budgétaire de 773 097 USD approuvée par les membres de l'IITA le 17 octobre.** En outre, les contributions affectées des partenaires **qui sont attendues en 2026 s'élèvent à 185 650 USD.** Elles permettront de soutenir des activités catalytiques clés comme le programme d'amélioration de la qualité des données et les ateliers régionaux pour le Moyen-Orient et l'Afrique, qui seront inclus une fois que les ressources seront garanties. Le budget adopte une **structure souple et axée sur les résultats**, dans laquelle les données sont regroupées par domaine d'action, trimestre et catégorie de coûts, l'objectif étant de pouvoir adapter la mise en œuvre et de faciliter la supervision stratégique tout au long de l'année.

II. Résumé des activités essentielles par domaine d'action stratégique

Le Plan de travail 2026 comprend des actions fondamentales et prospectives qui correspondent à chacun des quatre domaines d'action intégrés et aux leviers institutionnels décrits dans le Cadre des résultats du Plan stratégique. Vous trouverez ci-dessous un résumé de haut niveau des activités par domaine d'action :

Domaines d'action A : Renforcer les systèmes nationaux d'utilisation des données

En 2026, l'IITA encouragera une progression significative de l'**intégration de données ouvertes sur l'aide et le développement dans les systèmes nationaux et locaux**, en apportant un soutien ciblé aux gouvernements des pays partenaires et aux réseaux locaux d'OSC. Cela passera notamment par une participation directe au renforcement de l'interopérabilité des données entre l'IITA et les systèmes gouvernementaux (systèmes de gestion de l'information sur l'aide, systèmes de gestion de l'information sur le financement du développement, tableaux de bord de suivi et d'évaluation, etc.), une assistance technique pour les exercices de diagnostic et de cartographie, et des missions d'appui adaptées aux besoins de chaque pays, menées en ligne ou en personne. L'intégration des données sera précédée d'un exercice de cartographie qui permettra d'apporter un soutien sur mesure aux pays.

L'IITA favorisera les échanges entre pairs et formulera des orientations pratiques expliquant en quoi l'intégration améliore la visibilité et l'alignement de la coopération au développement ainsi que son adaptation au contexte local par l'intermédiaire d'ateliers régionaux et interrégionaux tels que l'**atelier pour le Moyen-Orient et l'Afrique** et le **dialogue proposé avec les partenaires des îles du Pacifique, des petits États insulaires en développement et de la coopération Sud-Sud.**

Parallèlement, des efforts seront déployés au niveau national pour documenter et valider les cas d'utilisation de l'intégration en temps réel, en vue d'établir une base d'informations avérées sur la manière dont les données de l'IITA contribuent à la planification et à la coordination à l'échelle des pays. Ce travail débouchera sur la publication d'une **note de synthèse** qui recensera les goulets d'étranglement et les leviers de l'intégration à l'attention des gouvernements des pays partenaires, des OSC et des donateurs.

D'ici la fin de l'année 2026, ce domaine d'action permettra d'obtenir les résultats suivants :

- Un réseau renforcé d'acteurs nationaux et locaux utilisant les données de l'IITA dans les systèmes de base ;
- Des modèles pratiques d'intégration accompagnés de résultats concrets documentés et diffusés ;
- Une appropriation accrue de l'IITA en tant qu'instrument permettant aux pays partenaires de prendre en main l'efficacité et la transparence du développement.

Domaine d'action B : Améliorer l'infrastructure de l'IITA pour accroître la qualité et la facilité d'utilisation des données

En 2026, l'IITA consolidera et intensifiera ses efforts pour améliorer la qualité, l'exhaustivité et la facilité d'utilisation des données publiées, en adaptant ses infrastructures et ses outils aux besoins pratiques des acteurs du développement et de l'action humanitaire. En s'appuyant sur les progrès récents grâce auxquels la qualité des données ne relève plus uniquement d'un exercice de conformité mais constitue désormais un gage de fonctionnalité, de confiance et de pertinence pour les utilisateurs, ce domaine d'action donne la priorité à la mise au point d'un ensemble modernisé d'outils d'utilisation des données et de mécanismes de retour d'information fondés sur des données probantes.

Le Secrétariat réalisera d'importantes mises à niveau de fonctionnalités sur les principaux outils d'utilisation des données de l'IITA, dont sa banque de données et l'API, la plateforme d-portal, l'outil de données nationales relatives au financement du développement (CDFD), et les tableaux de l'IITA, afin d'améliorer les performances, les possibilités de recherche et l'expérience d'utilisation grâce à une architecture dorsale unifiée. Ces améliorations permettront d'accélérer la recherche et l'extraction des données, de rationaliser l'intégration avec les systèmes externes (FTS, SPTDD et SGIA nationaux), et d'étendre les options de visualisation et d'exportation pour les utilisateurs. Des campagnes de retour d'information sur les outils, des examens analytiques et des dialogues sur l'état des données seront organisés périodiquement afin que des améliorations continues puissent être apportées à l'initiative des utilisateurs et que les fonctionnalités soient hiérarchisées en fonction des besoins.

Une gestion efficace des risques permettra de soutenir les mises à niveau de l'infrastructure et des outils, et ce, en tenant compte des interdépendances entre les différents systèmes de l'ITA

et de leur importance pour la stabilité globale de la plateforme. Les principaux changements fonctionnels seront donc soigneusement échelonnés afin de ne pas entraver le travail des utilisateurs, et coordonnés entre la banque de données, le registre, les tableaux de bord et les interfaces associées. Toutes les améliorations seront apportées dans le cadre d'un processus consultatif centré sur les utilisateurs, alimenté par les retours des signataires, des utilisateurs de données et de la communauté de l'IITA afin de garantir que les changements répondent aux besoins réels des utilisateurs et préservent l'architecture unifiée des outils de l'IITA.

Le **processus d'examen de l'état des données** occupera une place centrale dans ces travaux et sera institutionnalisé en tant que mécanisme principal de retour d'information et de responsabilité. Des diagnostics trimestriels et des études ciblées de la qualité des données permettront de relier les résultats des analyses portant sur les tableaux de bord et la banque de données aux échanges ciblés engagés avec les signataires. Ces travaux alimenteront les rapports annuels sur la qualité des données qui déterminent les priorités techniques et de gouvernance. Une telle approche crée une boucle de rétroaction systématique entre les signataires et les utilisateurs de données qui permet de renforcer la fiabilité et la pertinence des données de l'IITA pour la prise de décisions.

Dans l'attente d'un financement de l'Union européenne, un programme pluriannuel de soutien à la qualité des données sera lancé pour approfondir l'engagement et le renforcement des capacités au niveau national en ce qui concerne l'utilisation des données, l'accent étant mis sur les diagnostics des pays partenaires et la création de boucles de rétroaction adaptées aux besoins nationaux en matière de planification et d'établissement de rapports.

D'ici la fin de l'année 2026, ce domaine d'action permettra d'obtenir les résultats suivants :

- Des outils d'utilisation des données intégrés et plus performants (CDFD, plateforme d-portal, banque de données et tableaux de l'IITA) qui améliorent la fonctionnalité des données et l'expérience d'utilisation ;
- Le lancement d'un tableau de bord amélioré basé sur la nouvelle méthodologie favorisant la qualité des données, ainsi que des améliorations tangibles de tous les aspects qualitatifs majeurs des données de l'IITA ;
- Un renforcement des performances et des boucles de rétroaction des signataires au moyen d'examen réguliers de l'état des données et de tableaux de bord diagnostiques ;
- Un écosystème de qualité des données plus réactif, axé sur les utilisateurs et répondant à des besoins pratiques tout au long de la chaîne d'acheminement de l'aide.

Domaine d'action C : Promouvoir la transparence et la responsabilité

En 2026, l'IITA renforcera sa visibilité, ses partenariats et ses efforts de plaider pour promouvoir la transparence en tant que bien public mondial et facteur clé de l'efficacité du développement. Ce domaine d'action vise à accroître la valeur et la légitimité des données, des outils et des méthodologies de l'IITA dans les arènes politiques mondiales, tout en élargissant la portée de l'initiative grâce à des partenariats diversifiés, à l'augmentation du nombre de membres et à la mobilisation des ressources. Ces efforts visent à élargir le mouvement en faveur de la transparence en établissant des liens avec de nouvelles catégories (y compris les philanthropes, le secteur privé, les médias et la société civile) et en approfondissant les échanges avec les membres et promoteurs existants.

L'IITA s'engagera stratégiquement dans des forums politiques mondiaux de premier plan, tels que le forum ECOSOC de 2026 sur le financement du développement, le Festival mondial des données et le Forum revitalisé pour la coopération en matière de développement, afin de s'assurer que ses contributions sont visibles, pertinentes et influentes dans les discussions sur la coopération internationale. Dans ces espaces, l'IITA fera la promotion de ses méthodologies axées sur des données ouvertes, de ses outils et de ses innovations en matière de gouvernance, renforçant ainsi son rôle d'entité normalisatrice et facilitatrice de l'interopérabilité des données dans le cadre de programmes plus larges en faveur de la transparence et des infrastructures publiques numériques.

Afin de renforcer les partenariats stratégiques, le Secrétariat élaborera des produits de plaidoyer et des supports de communication conjointement avec des organisations œuvrant en faveur de la transparence et de la responsabilité. Les publications phares comprendront un rapport conjoint sur l'harmonisation des données entre l'IITA et le FTS, ainsi qu'un rapport sur le rapprochement des systèmes de données dans le cadre de la Plateforme d'action de Séville. Ces collaborations donneront également lieu à des opérations de communication aux formats innovants, comme des ateliers sur les médias organisés dans cinq pays, qui présenteront le rôle des données de l'IITA dans le journalisme national, les campagnes pour la transparence et les débats politiques, en particulier dans les régions sous-représentées.

La base des membres de l'IITA continuera à s'élargir et à se diversifier, avec des opérations de communication ciblées auprès d'acteurs non traditionnels tels que les fondations philanthropiques, les entités du secteur privé, les coalitions de médias et les réseaux régionaux. Le Secrétariat organisera des missions bilatérales, des tables rondes régionales et des campagnes ciblées en vue de promouvoir la proposition de valeur de l'IITA et d'aider les membres potentiels à adhérer. Ces efforts s'appuieront sur une nouvelle stratégie de communication et d'engagement qui consistera à créer des contenus cohérents, multilingues et adaptés (tels que des bulletins d'information, des campagnes sur les réseaux sociaux, des études de cas et des contenus de sites Internet) afin d'amplifier l'impact et la pertinence de l'action menée par l'IITA à l'échelle mondiale.

La communauté de l'IITA sera encore renforcée grâce à des initiatives visant à reconnaître et à célébrer le leadership en matière de transparence. Le lancement d'un réseau d'ambassadeurs de la transparence permettra aux membres et aux partenaires de bénéficier d'un soutien personnalisé pour planifier les activités de plaidoyer, et d'outils de communication adaptés. La

transformation des infrastructures d'engagement communautaire en plateformes plus rentables et plus accessibles garantira le maintien des échanges entre pairs, des partages de connaissances et de la visibilité des innovations menées par les membres.

Pour favoriser la pérennité de ces efforts, l'IITA mettra en œuvre une stratégie globale de mobilisation des ressources ciblant les particuliers fortunés, les fondations philanthropiques, les institutions de financement du développement et les partenariats public-privé. Grâce à la mise en place d'un système central de gestion des relations avec les parties prenantes (CRM), le Secrétariat entretiendra des contacts réguliers avec les bailleurs de fonds et les alliés stratégiques afin de générer des contributions volontaires et des co-investissements dans les biens et les services publics liés à la transparence.

D'ici la fin de l'année 2026, ce domaine d'action permettra d'obtenir les résultats suivants :

- Une participation à au moins trois forums politiques internationaux de haut niveau présentant des données, des outils ou des méthodologies de l'IITA ;
- La réalisation de publications conjointes phares et de produits de plaidoyer (par exemple, un rapport sur le rapprochement des systèmes de données, des kits médias, etc.) ;
- La mise en œuvre de la stratégie de communication 2025-2028 et des opérations numériques de sensibilisation plus efficaces sur l'ensemble des plateformes ;
- Le lancement d'un réseau d'ambassadeurs de la transparence proposant un soutien piloté par les membres en matière de communication et de planification des activités de plaidoyer ;
- Le déploiement d'une infrastructure communautaire en ligne rentable et d'une stratégie d'engagement révisée ;
- La mise en place d'un système fonctionnel de gestion des relations avec les parties prenantes et d'une stratégie de collecte de fonds ciblant au moins dix nouveaux partenaires philanthropiques ou du secteur privé ;
- Une augmentation du nombre de membres de l'IITA, avec la réalisation d'actions de sensibilisation ciblées auprès de nouveaux secteurs et de nouvelles régions.

Domaine d'action D : Promouvoir l'utilisation des données de l'IITA dans les dialogues politiques

En 2026, l'IITA **renforcera son rôle consistant à organiser, faciliter et alimenter** des discussions politiques éclairées par des éléments factuels, tant au niveau national que mondial, grâce à l'utilisation stratégique de ses données. Ce domaine d'action favorise l'adoption des données de l'IITA en tant que bien public pour la coopération au développement et l'action humanitaire grâce au renforcement des processus nationaux de reddition de

comptes, au développement de partenariats mondiaux en matière de recherche et de politique, et à l'élaboration de produits de connaissance à fort impact.

Au **niveau national**, le Secrétariat soutiendra des **dialogues nationaux et infranationaux structurés**, tels que les **examens nationaux volontaires (VNR)**, les **consultations relatives aux Cadres nationaux de financement intégrés (INFF)**, l'**alignement sur le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF)**, les **dialogues d'action du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC)** ou les **forums entre la société civile et les parlements**, où les données de l'IITA peuvent être présentées comme un outil permettant de renforcer la transparence, l'alignement et la responsabilité mutuelle. Un soutien sera apporté à la fois aux **gouvernements des pays partenaires et aux réseaux locaux d'OSC**, avec la fourniture d'orientations personnalisées et d'un appui consultatif lorsque cela est nécessaire.

En vue d'encourager davantage les travaux de recherche pertinents pour les politiques et la production de données probantes au niveau local, le Secrétariat développera des **partenariats stratégiques avec des universités, des groupes de réflexion et des consortiums de recherche**, et facilitera l'accès aux données de l'IITA pour une utilisation dans les publications universitaires, les diagnostics des pays ou les rapports de politique régionale. Cet axe de travail permettra au Secrétariat de contribuer activement à la création de passerelles entre les **communautés des données ouvertes, de la responsabilité et de la recherche**.

Au niveau mondial, l'IITA renforcera sa visibilité et son influence politique en s'engageant dans des forums politiques de haut niveau, tels que le Forum sur le financement du développement, le GPEDC, le Festival mondial des données et le Forum mondial sur les données, où ses méthodologies et ses contributions peuvent alimenter des programmes plus larges en faveur de la transparence, de l'adaptation aux contextes locaux et des infrastructures publiques numériques.

Parallèlement, l'IITA approfondira sa collaboration avec des **communautés thématiques clés et des partenariats de financement mondiaux**, notamment l'**initiative « Éducation sans délai » (ECW)**, le **Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)** et l'**OCDE**, afin de montrer comment les données de l'IITA peuvent renforcer la coordination sectorielle, améliorer la visibilité des flux de financement et soutenir l'alignement des cadres de rapports thématiques. Ces partenariats permettront d'illustrer la manière dont les données ouvertes sur l'aide peuvent directement alimenter les pactes financiers mondiaux et les efforts de cohérence politique.

Enfin, grâce à la commande et à la publication de **documents d'information, de notes de recherche, d'études régionales et d'analyses thématiques transnationales**, l'IITA se positionnera comme un fournisseur de **données probantes opportunes et pertinentes pour les politiques**. Les activités menées consisteront notamment à cartographier et exposer l'utilisation des données de l'IITA dans le cadre de la **coopération Sud-Sud, du financement de l'action climatique, de l'adaptation de l'aide humanitaire au contexte local et des flux financiers en faveur de l'égalité entre les genres**.

D'ici la fin de l'année 2026, ce domaine d'action permettra d'obtenir les résultats suivants :

- L'organisation d'**au moins trois** forums politiques nationaux ou infranationaux par an, dans le cadre desquels les données de l'IITA seront utilisées pour améliorer l'efficacité, la coordination ou la planification de l'aide ;
- **La création ou le renforcement de partenariats thématiques et de recherche (par exemple, l'ECW, le GAFSP et l'OCDE) produisant des analyses pertinentes pour les politiques à partir des données de l'IITA ;**
- Des **contributions stratégiques** aux processus et forums politiques mondiaux de haut niveau, positionnant l'IITA comme un acteur clé de l'écosystème des données ouvertes ;
- **Des produits de connaissance et des cas d'utilisation éclairants**, y compris des publications plurithématiques, des notes d'information personnalisées et des réunions structurées permettant d'établir un programme d'apprentissage centré sur l'utilisation des données de l'IITA.

Performances institutionnelles (gouvernance, finances, opérations)

En 2026, le Secrétariat de l'IITA se concentrera sur le renforcement des fondements institutionnels nécessaires à la mise en œuvre de son Plan stratégique et au maintien de sa légitimité, de sa fonctionnalité et de sa réactivité en tant qu'initiative mondiale multipartite. Ce volet transversal vise à garantir que les structures de gouvernance, les systèmes financiers et les mécanismes opérationnels de base sont en place pour soutenir la réussite des mesures mises en œuvre dans les trois domaines d'action de l'IITA, tout en permettant à l'initiative de s'adapter, de se maintenir et de se développer en fonction de l'évolution des besoins des parties prenantes.

Les activités de gouvernance et d'administration seront axées sur le bon fonctionnement du Conseil d'administration de l'IITA, sur la mise à jour en temps voulu de la documentation et des procédures (y compris les procédures opérationnelles permanentes) et sur l'organisation d'une Assemblée des membres de grande qualité. Le Secrétariat apportera son aide aux groupes de travail pour la coordination et l'établissement de rapports, facilitera la participation des membres à la prise de décisions, et gèrera les accords d'adhésion et de contribution conformément aux politiques et aux protocoles de diligence raisonnable de l'IITA.

La viabilité financière sera renforcée grâce à une solide gestion des flux de trésorerie, aux mécanismes de recouvrement des coûts et à l'établissement de nouveaux accords de contribution avec les membres de l'IITA et les donateurs. L'établissement de rapports financiers en temps opportun, la surveillance du fonds d'affectation spéciale et la conformité aux audits garantiront une utilisation transparente des ressources et la responsabilité vis-à-vis des bailleurs de fonds. Ces activités contribueront également au suivi du budget à l'échelle du

Secrétariat et à la communication des données pour les rapports sur l'avancement de la mise en œuvre et le rapport annuel.

Les systèmes opérationnels seront améliorés de manière sélective en vue de soutenir les fonctions relatives aux achats, aux ressources humaines et à la logistique dans les trois domaines d'action, dans les limites imposées par les restrictions budgétaires actuelles. La priorité sera accordée aux fonctions essentielles telles que l'intégration des consultants, les services de traduction et d'interprétation, la logistique des événements et la facilitation des déplacements. Dans la mesure du possible, les outils de gestion de projet et les systèmes d'assurance qualité seront mis à profit pour garantir le respect des politiques du PNUD et de l'UNOPS tout en améliorant la mise en œuvre et la capacité d'adaptation des services.

Enfin, le Secrétariat fournira des orientations stratégiques et institutionnelles en élaborant des stratégies transversales, telles qu'une stratégie technologique, une stratégie de partenariat et d'engagement et une stratégie de changement organisationnel, conformes aux recommandations formulées dans l'évaluation du Plan stratégique et les rapports annuels sur les résultats. Ces efforts contribueront à définir la trajectoire future de l'initiative et à faire en sorte que le Secrétariat soit en mesure de remplir son mandat.

D'ici la fin de l'année 2026, cet axe de travail permettra d'obtenir les résultats suivants :

- L'organisation réussie et bien documentée de quatre réunions du Conseil d'administration, avec une participation importante des membres et des actions de suivi en temps utile ;
- La tenue d'une Assemblée des membres virtuelle couronnée de succès et donnant lieu à des décisions claires prises en compte dans la mise à jour des procédures opérationnelles permanentes et les orientations stratégiques de l'IITA ;
- Un soutien durable aux groupes de travail de l'IITA et une gestion rigoureuse des adhésions, des accords et des exonérations ;
- Des systèmes de gestion financière garantissant la disponibilité des fonds, la transparence et l'établissement en temps opportun de rapports à l'intention des donateurs et des membres ;
- La mise en place de systèmes efficaces en matière d'achats, de ressources humaines et de logistique à l'appui de tous les domaines d'action du Plan de travail ;
- L'élaboration de stratégies institutionnelles visant à renforcer les capacités globales du Secrétariat et à produire un impact organisationnel à long terme.

III. Planification financière et flexibilité

Le budget total proposé pour le Plan de travail 2026 s'élève à **3 606 460 USD**, ce montant comprenant à la fois les ressources de base et les autres ressources. Ce total englobe toutes les dépenses prévues au titre des quatre domaines d'action stratégiques et du volet de renforcement institutionnel. Il inclut également les coûts de gestion liés aux services généraux d'appui à la gestion du PNUD (8 %) et de l'UNOPS (3,95 %), ces derniers s'appliquant également aux transferts effectués de l'UNOPS vers le PNUD.

Pour une ventilation détaillée du Plan de travail et du budget 2026 par **domaine d'action** et par **catégorie de coûts**, veuillez consulter le **document correspondant** : [#Board Copy of 2026 Work Plan and Budget – Google Sheets](#)

IV. Demande d'examen par le Conseil d'administration

Les derniers ajustements seront effectués avant la présentation à l'Assemblée des membres, et communiqués à ces derniers pour information. Le Secrétariat intégrera également les observations du Conseil d'administration dans le déploiement opérationnel, le suivi des résultats et les cycles de rapports ultérieurs.

En 2026, le rythme de la mise en œuvre sera soigneusement adapté aux effectifs du Secrétariat et à la hiérarchisation des fonctions essentielles. Cette approche permet de s'assurer que la mise en œuvre reste réaliste compte tenu des ressources humaines et des capacités opérationnelles disponibles, ce qui permet au Secrétariat de se concentrer sur le maintien de la continuité des services essentiels tout en hiérarchisant les activités plus complexes ou nécessitant davantage de ressources en fonction des fonds et du personnel disponibles.

Le Secrétariat invite le Conseil d'administration à :

- Approuver le Plan de travail et le budget proposés pour 2026